



**PRÉFET  
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté  
et de la légalité**

Arrêté préfectoral DCL/BEICEP n°2026-88 du 09 MARS 2026 portant retrait de l'arrêté préfectoral DCL/BEICEP n° 2025-411 du 9 octobre 2025, par lequel la société MERSEN avait été mis en demeure de respecter l'article 26 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2921-a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour les installations qu'elle exploite au 41, rue Jean Jaurès, à Gennevilliers.

**Le préfet des Hauts-de-Seine,**

**Vu** le code de l'environnement, parties législative et réglementaire,

**Vu** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

**Vu** le décret du 15 avril 2022, portant nomination de monsieur Pascal GAUCI, en qualité de sous-préfet de Nanterre, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

**Vu** le décret du 31 octobre 2024, portant nomination de monsieur Alexandre BRUGERE en qualité de préfet des Hauts-de-Seine,

**Vu** l'arrêté préfectoral DCL/BEICEP n° 2025-411 du 9 octobre 2025, mettant en demeure la société MERSEN de respecter l'article 26 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2921-a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour les installations qu'elle exploite au 41, rue Jean Jaurès, à Gennevilliers.

**Vu** l'arrêté SGAD n°2026-05 du 21 janvier 2026, portant délégation de signature à Monsieur Pascal GAUCI, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

**Vu** le courrier de la société MERSEN en date du 27 octobre 2025 en réponse à l'arrêté préfectoral DCL/BEICEP n° 2025-411 du 9 octobre 2025 précité,

**Vu** la note de l'inspection des installations classées en date du 29 janvier 2026, proposant de retirer l'arrêté préfectoral DCL/BEICEP n° 2025-411 du 9 octobre 2025 précité,

**Considérant** que l'arrêté préfectoral DCL/BEICEP n° 2025-411 du 9 octobre 2025 précité a été pris au motif de l'absence de transmission des bilans annuels des tours aéro-réfrigérantes pour les années 2023 et 2024,

**Considérant** que l'exploitant justifie dans son courrier du 27 octobre 2025, que les bilans pour les années 2023 et 2024 ont bien transmis en temps et en heure,

**Considérant** que les résultats des analyses de suivi de concentration mensuelle en légionelles pour les années 2023 et 2024 ont bien été déclarés sur l'application GIDAF et que :

- aucune dérive n'a été constatée pour l'année 2024,
- la dérive ponctuelle de 500 UFC/L sur la TAR B du bâtiment D avait conduit à une désinfection complète et à une vérification du biocide et que les résultats suivant avait permis de confirmer le retour à des concentrations conformes,

**Considérant** que l'inspection dans sa note du 29 janvier 2026 précitée confirme la véracité de l'ensemble de ces informations, et propose en conséquence de retirer l'arrêté préfectoral DCL/BEICEP n° 2025-411 du 9 octobre 2025,

**Sur** proposition de monsieur le secrétaire général,

## ARRETE

### **ARTICLE 1 :**

**L'arrêté préfectoral DCL/BEICEP n° 2025-411 du 9 octobre 2025** par lequel la société MERSEN avait été mise en demeure de respecter l'article 26 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2921-a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour les installations qu'elle exploite au 41, rue Jean Jaurès à Gennevilliers, **est retiré.**

### **ARTICLE 2 : Publication**

Le présent arrêté sera notifié au représentant légal de la société.


L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hauts-de-Seine.

### **ARTICLE 3 : Exécution**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, monsieur le maire de Gennevilliers, monsieur le directeur de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Ile-de-France, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet

Pour le préfet et par délégation,  
la sous-préfète,  
secrétaire générale adjointe



Stéphanie MARIVAIN